

## TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	9
Avant-propos .....	11
Remerciements.....	15
Liste des abréviations .....	17
Sommaire.....	19
Introduction.....	23

### TITRE PRÉLIMINAIRE LA FRONTIÈRE HISTORIQUE POUR L'INSTAURATION D'UNE ÉCONOMIE LIBÉRALE DE CONCURRENCE DANS LA CHINE CONTEMPORAINE

### PREMIÈRE PARTIE L'ÉMERGENCE D'UN CONTEXTE FAVORABLE AU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

#### TITRE I LES CONDITIONS PRÉALABLES AU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

<b>Chapitre I. L'évolution institutionnelle du système économique.....</b>	<b>67</b>
Section I. Les phases primitives de la déplanification.....	68
I. La phase initiale de la réforme .....	68
II. Le stade dualiste entre l'économie planifiée et l'économie marchande.....	72
Section II. La détermination pour l'établissement d'une économie socialiste de marché .....	75
I. Les fondements de l'économie socialiste de marché .....	76
II. Le perfectionnement de l'économie socialiste de marché .....	82
<b>Chapitre II. La diversification progressive des agents économiques .....</b>	<b>85</b>
Section I. La restructuration des entreprises d'État.....	86
I. La réforme des règles de gestion des entreprises d'État .....	88
A. L'accroissement de l'autonomie de gestion.....	89
B. L'application de la responsabilité contractuelle .....	90

II. La réforme des droits de propriété des entreprises d'État.....	91
A. La modernisation des entreprises d'État.....	92
B. La transformation des entreprises en sociétés .....	93
Section II. La naissance d'agents non étatiques .....	96
I. Le développement des entreprises à capitaux nationaux .....	96
A. L'émergence « des entreprises de bourgs et de villages » .....	96
B. Le développement des entreprises privées .....	100
II. L'essor des entreprises à capitaux étrangers.....	102
A. La coentreprise par action .....	104
B. La coentreprise contractuelle.....	105
C. L'entreprise sous contrôle exclusivement étranger.....	107

## TITRE II

### LA NÉCESSITÉ D'INSTAURATION DU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

<b>Chapitre I. Les manifestations factuelles du phénomène de concentration .....</b>	<b>111</b>
Section I. Les concentrations soutenues par le gouvernement.....	111
I. La création de groupes d'entreprises.....	113
A. La fragmentation de la structure industrielle chinoise .....	113
B. La définition et le développement de groupes d'entreprises .....	115
II. Les effets de la constitution de groupes d'entreprises.....	117
A. Les effets positifs.....	117
1. L'élimination des restrictions verticales et horizontales.....	117
2. La réalisation d'une économie d'échelle .....	118
3. La promotion du progrès technologique.....	118
B. Les effets négatifs .....	119
1. Le renforcement d'un pouvoir de marché.....	119
2. La possibilité d'un prix de monopole .....	120
3. La menace économique sur les intérêts des entreprises individuelles.....	122
Section II. Les concentrations réalisées par des investisseurs étrangers .....	123
I. Les moyens d'accès évolutifs au marché chinois pour les investissements étrangers .....	125
A. La pénétration du marché par la création de coentreprises contractuelles.....	125
B. La recherche d'un pouvoir de contrôle.....	127
C. La montée en puissance du phénomène des concentrations.....	130
II. L'influence des investissements étrangers sur le marché chinois.....	132
A. Les influences positives.....	133
1. La contribution à l'évolution de la structure industrielle.....	133
2. La stimulation au développement technologique et à l'amélioration de la gouvernance d'entreprise.....	134

3. L'augmentation de la concurrence .....	135
B. Les préoccupations générées par les concentrations provoquées par les investissements étrangers.....	137
1. La menace à la sécurité industrielle nationale .....	137
2. L'entrave au développement des entreprises nationales .....	143
3. La pratique des comportements anticoncurrentiels .....	145
<b>Chapitre II. L'encadrement des concentrations par le droit.....</b>	<b>149</b>
Section I. Les déficiences constatées.....	150
I. Les difficultés concernant l'élaboration d'un droit de la concurrence .....	151
A. Les obstacles idéologiques .....	151
B. Les obstacles liés à la résistance de secteurs spécialisés .....	154
C. Les obstacles liés à la pratique législative.....	156
II. Le processus législatif concernant l'élaboration des règles de la concurrence .....	158
A. Le contrôle des comportements.....	159
1. Les pratiques restrictives de la concurrence .....	159
2. Les pratiques d'abus de position dominante.....	161
3. Les pratiques de monopole administratif.....	163
B. Le contrôle de la structure du marché .....	165
Section II. La mise en œuvre du contrôle réglementaire des concentrations .....	166
I. Les éléments de fond.....	168
A. Le champ d'application .....	168
B. Les seuils de notification .....	172
C. Le critère substantiel d'appréciation de la concentration .....	177
D. L'exemption d'examen .....	180
II. Les aspects procéduraux .....	182
A. Le délai d'engagement de la procédure.....	182
B. L'entretien informel avant la notification .....	183
C. L'audition.....	184
D. L'absence de sanctions .....	185

## SECONDE PARTIE

### LE RENFORCEMENT DU RÉGIME JURIDIQUE INHÉRENT AU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

#### TITRE I

#### LE DÉCLENCHEMENT DU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

<b>Chapitre I. La détermination préalable de la concentration .....</b>	<b>193</b>
Section I. La contrôlabilité des concentrations .....	193
I. La concentration contrôlable par son objet .....	194

A. La notion d'entreprise.....	194
B. Le traitement juridique .....	197
II. La concentration contrôlable par son ampleur .....	199
A. Les opérations visées.....	200
B. Les opérations exclues.....	204
Section II. La notification des concentrations .....	206
I. La notification déterminée par les seuils.....	209
A. La réglementation des seuils .....	210
B. Le calcul du chiffre d'affaires .....	214
II. La mise en œuvre de la notification .....	216
A. Le moment de la notification.....	216
B. Les dossiers de la notification.....	218
1. Un formulaire de notification.....	218
2. Une explication, de l'impact de la concentration sur la concurrence dans le marché concerné .....	218
3. Une copie de l'accord régissant la concentration .....	219
4. Tout autre document, ou support précisé par l'AEAM.....	219
<b>Chapitre II. L'appréciation effective de la concentration .....</b>	<b>221</b>
Section I. Les précisions sur les conditions préalables à la décision administrative du contrôle des concentrations .....	222
I. La délimitation du marché pertinent par l'autorité de la concurrence .....	222
A. L'incorporation du marché pertinent dans les textes juridiques sur la concurrence.....	223
1. La reconnaissance du marché pertinent en droit américain et européen de la concurrence.....	223
2. L'intégration et la concrétisation du marché pertinent en droit chinois de la concurrence.....	225
B. La détermination du marché pertinent par une analyse casuistique .....	228
1. Le fondement principal prévu par le droit chinois.....	228
2. La diversité des méthodes reconnues par le droit chinois .....	230
II. Les éléments spécifiques à la procédure d'appréciation des concentrations .....	235
A. La procédure d'examen initial en phase I.....	235
B. La procédure d'examen approfondi en phase II.....	238
C. La demande de renseignements et l'audition .....	241
Section II. La décision administrative résultant du contrôle des concentrations.....	242
I. L'appréciation globale de l'opération de concentration .....	243
A. L'appréciation de la dimension concurrentielle de la concentration .....	243
1. La détermination du pouvoir de marché des entreprises .....	243
2. La qualification de la concurrence potentielle .....	256
B. L'appréciation de la dimension économique et sociale de la concentration .....	264

1. La prise en compte des gains d'efficacité globale.....	264
2. La prise en considération d'éléments supplémentaires.....	274
II. Les mesures correctives visant l'élimination des effets anticoncurrentiels .....	278
A. L'incertitude quant à l'articulation des mesures correctives en droit chinois.....	279
B. Les mesures correctives au niveau structurel .....	282
C. Les mesures correctives en matière comportementale .....	287

## TITRE II LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

<b>Chapitre I. La mise en œuvre du contrôle des concentrations sur le territoire national.....</b>	<b>295</b>
Section I. Le cadre institutionnel permettant l'application du droit de la concurrence .....	296
I. Les différentes méthodes d'application du droit de la concurrence .....	296
A. Les modèles américain et européen.....	296
1. Le modèle américain d'application judiciaire .....	297
2. Le modèle européen d'application administrative .....	298
B. Le choix opéré par la Chine.....	301
1. L'influence de la méthode européenne.....	301
2. Les autorités exécutives de la concurrence avant l'adoption de la loi anti-monopole.....	302
II. L'agencement institutionnel postérieurement à la mise en vigueur de la loi anti-monopole .....	305
A. La création d'une Commission de la concurrence .....	305
1. Le fonctionnement de la Commission de la concurrence .....	306
2. Un regard critique sur le fonctionnement de la Commission de la concurrence .....	310
B. La compétence exécutive du droit de la concurrence.....	311
1. La concrétisation réglementaire de la compétence exécutive.....	312
2. La défaillance institutionnelle sur la compétence partagée dans l'application du droit de la concurrence .....	313
C. Les autorités chargées de l'application du droit de la concurrence.....	315
1. L'autorité exécutive de la concurrence responsable du contrôle des concentrations.....	316
2. L'autorité exécutive de la concurrence responsable du monopole des prix.....	317
3. L'autorité exécutive responsable des pratiques anticoncurrentielles autres que les prix.....	319

D. Les recours administratif et judiciaire contre les décisions de l'administration de la concurrence .....	322
Section II. Le contrôle des concentrations pour des raisons de sécurité nationale ..	326
I. Les enseignements tirés du droit comparé de la concurrence .....	326
A. La pratique américaine .....	327
1. Le système du contrôle de la sécurité nationale introduit par l'amendement Exon-Florio .....	327
2. L'intensification du contrôle par la loi FINSA.....	330
B. La pratique européenne .....	332
1. La dérogation au principe de libre circulation des capitaux erga-omnes .....	333
2. L'application du contrôle de sécurité nationale en France.....	336
II. La systématisation du contrôle de sécurité nationale en Chine.....	340
A. La réglementation évolutive du contrôle de sécurité nationale .....	340
1. Le document indicatif de présentation des secteurs ouverts à la participation des investisseurs étrangers.....	341
2. Le règlement embryonnaire relatif aux domaines d'application du contrôle de sécurité .....	342
B. La codification définitive du contrôle de sécurité nationale .....	344
1. L'incorporation dans la loi anti-monopole et la précision par le document administratif du contrôle de sécurité nationale .....	344
2. Le mécanisme d'application du contrôle de sécurité nationale .....	347

## **Chapitre II. La mise en œuvre du contrôle des concentrations en dehors du cadre national.....**

Section I. La réalisation du contrôle des concentrations dans son application extraterritoriale.....	352
I. L'application extraterritoriale du droit américain de la concurrence .....	354
A. La concrétisation de l'application d'extraterritorialité par le « principe des effets » .....	354
B. L'analyse d'une situation pratique d'entreprises chinoises confrontées aux lois <i>antitrust</i> américaines .....	357
II. L'application extraterritoriale du droit européen de la concurrence .....	362
A. L'articulation du principe d'extraterritorialité dans les textes juridiques .....	362
B. La précision de l'application d'extraterritorialité par la jurisprudence européenne.....	363
III. L'application extraterritoriale du droit chinois de la concurrence .....	365
A. La reconnaissance et la codification de l'extraterritorialité en droit chinois.....	366
B. L'analyse d'un cas pratique dans le cadre de l'application extraterritoriale par le MOFCOM .....	368

Section II. La réalisation du contrôle des concentrations de façon coopérative ..	371
I. La nécessité d'une convergence au niveau international .....	372
A. Les limites à la mise en œuvre de l'extraterritorialité du droit de la concurrence.....	372
1. Le principe de courtoisie internationale.....	372
2. L'assistance mutuelle internationale en matière civile et commerciale.....	375
B. L'harmonisation multilatérale des règles de la concurrence au sein des organisations internationales .....	377
1. La convergence des règles de la concurrence au sein des organisations internationales intégrant la Chine .....	378
2. Les influences des organisations internationales dont la Chine n'est pas membre sur le droit chinois de la concurrence .....	379
II. La collaboration bilatérale entre les autorités sino-étrangères de la concurrence .....	381
A. La coopération bilatérale entre les autorités américaines et chinoises..	382
1. La conclusion d'un mémorandum d'accord du contrôle de concentrations entre le MOFCOM, le DoJ et la FTC .....	382
2. L'établissement d'une structure permanente d'application de politique et de droit de la concurrence entre les autorités américaines et chinoises.....	384
B. La coopération bilatérale entre les autorités européennes et chinoises...385	
1. L'introduction d'un système de dialogue prioritaire sur le contrôle des concentrations entre le MOFCOM et la Commission européenne .....	386
2. L'instauration d'un mémorandum d'accord entre la Commission européenne, la SAIC et la NDRC .....	388
<b>Conclusion .....</b>	<b>391</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>397</b>
<b>Index alphabétique .....</b>	<b>429</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>433</b>
<b>Table des matières.....</b>	<b>479</b>